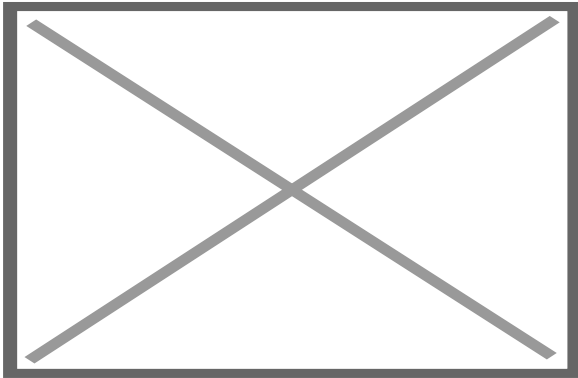


Les crimes d'espionnage d'Israël à Gaza et à l'étranger

Description

Maureen Clare Murphy à 28 novembre 2018



Lors d'une cérémonie à la mémoire de sept membres de la branche armée du groupe de résistance, tués dans une fusillade d'une unité de l'armée, Yahya Sinwar, chef du Hamas à Gaza, brandit un pistolet muni d'un silencieux, récupéré à Gaza dans un véhicule utilisé par des commandos israéliens, Khan Younis, bande de Gaza, 16 novembre. Ashraf Amra APA images

Amnesty International réclame du gouvernement israélien l'annulation de la licence d'exportation d'une société dont le logiciel espion a été utilisé «dans une série de violations flagrantes des droits humains».

Amnesty a dit avoir l'intention de poursuivre en justice le groupe NSO Technologies, une société israélienne dont la technologie a été utilisée, selon ce qui a été révélé cette année, pour pirater un téléphone appartenant à un membre du personnel du groupe de défense des droits.

Cette personne a reçu un message WhatsApp «contenant un leurre en rapport avec l'Arabie Saoudite et porteur de liens dont Amnesty International croit qu'ils sont utilisés pour distribuer et répandre des logiciels espions mobiles sophistiqués», a dit le groupe de défense des droits.

Plus récemment, Edgar Snowden, l'auteur, en exil, de fuites de renseignements, a dit que le logiciel du groupe NSO avait été utilisé pour traquer Jamal Khashoggi, l'écrivain saoudien qui a été tué et membré par un groupe spécial au consulat saoudien d'Istanbul le mois dernier.

Le logiciel d'espionnage de cette société a aussi été installé sur le téléphone d'un dissident saoudien vivant au Canada.

Le logiciel d'espionnage du groupe NSO, nommé Pegasus, a été précédemment vendu au Mexique et aux Émirats Arabes Unis et a été utilisé dans des tentatives d'espionner des leaders politiques, des militants et des journalistes dans plusieurs pays.

Le logiciel d'espionnage peut, à ce qu'il paraît, donner à ceux qui l'emploient, pleinement accès à un téléphone mobile ciblé, en en faisant une arme contre eux et contre leurs proches.

Le journal de Tel Aviv, *Haaretz*, a révélé ce mois-ci que le Groupe NSO avait « offert à l'Arabie Saoudite un système qui pirate des appareils mobiles, quelques mois avant que le prince héritier Mohammad Ben Salman ne commence sa purge d'opposants au régime, selon une plainte auprès de la police israélienne actuellement en cours d'investigation ».

D'après l'article, le gouvernement israélien voit la vente de ces technologies d'espionnage aux pays du Golfe comme faisant partie de sa bataille stratégique contre l'Iran.

Tandis que le gouvernement israélien approuve l'exportation de logiciels d'espionnage utilisés par des gouvernements pour pirater les téléphones de journalistes et primer la contestation, ses forces militaires sont dites s'être faites passer pour des travailleurs humanitaires lors d'opérations clandestines à Gaza.

Des médias ont rapporté la semaine dernière qu'un commando dissimulé par le Hamas à Gaza plus tôt ce mois-ci, opérait sous couvert d'un groupe de secours.

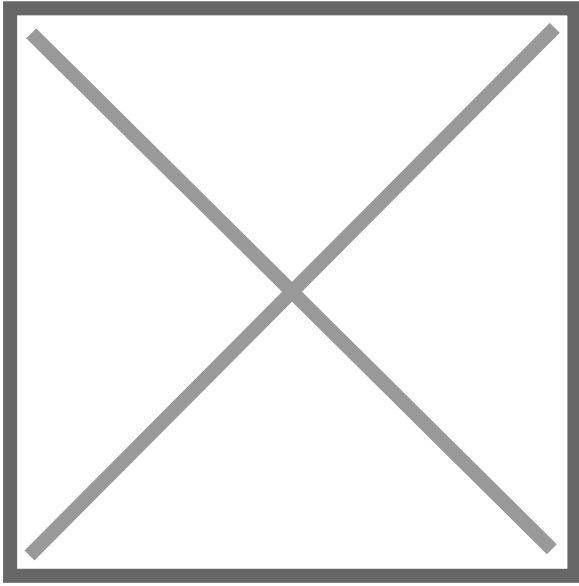
Cette unité commando a été découverte lorsque le véhicule avec lequel elle se déplaçait a été arrêté par un membre d'un groupe armé du Hamas. Des échanges de coups de feu se sont produits, provoquant la mort d'un lieutenant colonel israélien et de sept combattants du Hamas, dont un commandant de bataillon, ce qui a entraîné une brève mais intense reprise des hostilités sur la frontière de Gaza.

La censure militaire d'Israël

Les médias israéliens sont sujets à la censure militaire sur des points en lien avec l'incident du 11 novembre et sur les spécificités de l'article vedette sur l'unité commando, de sorte que le nom de l'organisation pour laquelle le commando était supposé travailler, n'a pas été publié.

Le nom de l'officier israélien tué pendant la bataille a été censuré et les organes de presse israéliens ont fait référence à lui sous le nom de « Colonel M ». Son nom, cependant révélé par des publications hors d'atteinte de la censure, serait Mahmoud Kheireddine de l'unité d'élite de reconnaissance, Sayeret Matkal.

Le censeur de l'armée israélienne a interdit aux médias de publier les photos des commandos israéliens après leur libération par les Brigades Qassam, l'aile armée du Hamas.



Les medias palestiniens ont publié des images du commando découvert   Gaza. Le service de censure israélien a interdit aux media israéliens de montrer ces images.

Les media israéliens ont rapport  que les sites internet du Hamas ont été bloqués dans le pays et que les usagers qui voulaient y accéder étaient redirigés sur une page web du gouvernement israélien.

Des travailleurs de lâ aide ont exprimé la crainte que lâ activit  des services de renseignement de lâ arm e israélienne sous couvert d  aide humanitaire ne sape la fourniture par des organisations internationales d  une assistance extrêmement nécessaire.

L  utilisation de déguisements civils ou humanitaires par Israël pour conduire des activités militaires dans la bande de Gaza peut représenter un crime de guerre en droit international.

Israël contrôle déjà ce qui entre en termes d  aide humanitaire   Gaza qui est sous blocus par terre, mer et air depuis plus de dix ans.

Ce blocus a gravement érodé lâ  conomie de Gaza, plongeant sa population de deux millions d  habitants dans la pauvreté et la rendant dépendante de lâ aide humanitaire.

Mercredi, le journal libanais *Al-Akhbar* a publié d  autres détails sur le raid raté du commando.

Se fondant sur une source sûre de Gaza, *Al-Akhbar* a rapport  que lâ enqu te du Hamas sur les mouvements du commando   Gaza était presque achevée.

Le Hamas croit que cette unité était déjà entrée   Gaza   de multiples reprises pour installer un dispositif de surveillance, dont certains élément ont été découverts et démantelés par le groupe de résistance il y a plusieurs mois.

Avant la découverte du 11 novembre, les membres du commando sont entrés   Gaza   différents moments par le checkpoint d  Erez au nord de Gaza, avec de fausses cartes d  identit  de lâ Autorit  Palestinienne.

Leur matériel d'espionnage a été introduit clandestinement via un point de passage commercial par un collaborateur palestinien qui est dit avoir fourni des véhicules au commando.

Des coupes dans l'aide

Pendant ce temps, l'agence d'aide du Département d'État américain a dit que plus de la moitié de ses employés en Cisjordanie et à Gaza seront licenciés au début de l'année prochaine.

USAID a apporté plus de 319 millions de dollars (282 millions d'euros) au financement de projets en Cisjordanie et à Gaza en 2016.

Des dizaines de projets de l'USAID ont été suspendus après que l'administration Trump ait gelé plus de 200 millions de dollars (177 millions d'euros) d'aide bilatérale plus tôt cette année à titre de punition de l'Autorité Palestinienne pour sa protestation contre la déclaration américaine sur Jérusalem capitale d'Israël.

En août, les États Unis ont annoncé qu'ils cesseraient de financer l'UNRWA, l'agence de l'ONU pour les réfugiés palestiniens, après avoir gelé 300 millions \$ (265 millions d'euros) d'aide en janvier, ce qui a mis l'organisme dans un état de crise financière sans précédent.

Les coupes punitives des États Unis qui étaient auparavant le plus gros donateur de l'UNRWA, ont préoccupé les dirigeants militaires israéliens, dans la perspective d'avoir à fournir eux-mêmes des services de base pour parer à une catastrophe humanitaire à Gaza, à la place de l'agence.

L'UNRWA a, depuis, presque comblé un trou financier de 446 millions \$ (394 millions d'euros), a annoncé la semaine dernière son commissaire général.

Source : [The Electronic Intifada](#)

Traduction : SF pour l'Agence Media Palestine

date créée

2018/12/02